



attac

Le Courriel d'information

n°343 – Mardi 25 juin 2002.

DROITS SYNDICAUX

Dans ce numéro

1. Un continent menacé par 4 lettres : ZLEA

A - Equateur - Première Convention Contre la ZLEA. Les organisations paysannes, les peuples et nationalités indigènes et afro-équatoriennes, et les organisations de la société civile du pays, réunies à Quito, les 24 et 25 mai lors de la Première Convention contre la ZLEA sous la devise de «Une Autre Intégration est Possible », après un processus d'analyse et de réflexion, déclarons. B- ZLEA : La souveraineté ne se négocie pas ! Ce titre est la devise du «8ème Cri des Exclus » que les pastorales sociales de la CNBB (Conférence Nationale des Evêques Brésiliens) ont mis en avant pour le 7 septembre prochain, en accord avec les mouvements sociaux.

2. Exporter Enron (Par Mark Engler et Nadia Martinez)

On sait quel mal Enron a fait à l'économie américaine. Alors pourquoi cette entreprise est-elle encore habilitée à recevoir l'argent des contribuables américains ? Au lieu de s'embourber dans la faillite, Enron poursuit ses activités internationales. Et, croyez-le ou pas, cette entreprise discréditée, au cœur d'un scandale sans précédent, continue à demander que ses opérations internationales reçoivent un financement public.

3. France - José Bové en prison

Au lendemain des élections législatives, la première décision politique du gouvernement est une provocation révoltante : José Bové devra se rendre mercredi matin à la prison de Villeneuve-les-Maguelone (Montpellier) afin d'y purger plusieurs semaines de prison.

4. Russie – Syndicats des travailleurs du rail. (Par David Mandel, Carine Clément, Denis Paillard)

Étant donnée l'ampleur du territoire russe, les chemins de fer représentent économiquement et socialement une branche stratégique pour les échanges de marchandises et les communications entre régions. Ils sont gérés par le Ministère des transports et communications (MPS) et sont pour le moment propriété d'État. Plus de deux millions de personnes sont employées dans la branche.

5. Etats-Unis - Quand le syndicalisme mise sur le long terme en s'appuyant sur la base (Par Paul Bouchard)

General Electric (GE) possède un département entier dont le but est de maintenir les syndicats hors de ses usines. Les efforts de ce département " Entretien du vide syndical " ont porté leurs fruits. La dernière victoire syndicale au sein d'une usine GE à Murfreesboro, dans le Tennessee, date du milieu des années 1980.

6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Un continent menacé par 4 lettres : ZLEA

Traduction : Ximena Oviedo et Maryse Hakenholz. cooridtrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques) – ALCA en espagnol et FTAA en anglais.

A - Equateur - Première Convention Contre la ZLEA

Les organisations paysannes, les peuples et nationalités indigènes et afro-équatoriennes, et les organisations de la société civile du pays, réunies à Quito, les 24 et 25 mai lors de la Première Convention contre la ZLEA sous la devise de «Une Autre Intégration est Possible », après un processus d'analyse et de réflexion, déclarons :

Que la ZLEA répond à l'intérêt de groupes économiques alliés au capital transnational, aux oligarchies nationales, aux banquiers et gouvernements corrompus, ainsi qu'au Département d'Etat nord-américain et non aux



attac

besoins des majorités appauvries de notre Amérique.

Que la ZLEA, loin de résoudre les problèmes sociaux (santé, éducation) les aiguise, car elle détruit la production nationale, génère chômage et migrations, détruit l'économie familiale, génère désintégration familiale et culturelle, déstabilise les démocraties et élargit le fossé entre les majorités dépossédées et les minorités qui ont le pouvoir et, à l'évidence, augmente la dette extérieure.

Que, avec la ZLEA, se constitue un Etat supranational où disparaissent les droits indigènes, les droits du travail, sociaux et de l'environnement.

Que le «Plan Colombie » et l' «Initiative Régionale Andine » sont le bras armé de la ZLEA qui recherche le contrôle politique et le contrôle des ressources naturelles du continent, et veut nous transformer en une colonie nord-américaine.

Nous décidons :

1. Le refus total de la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques)
2. Le refus du Plan Colombie ; exiger du gouvernement le départ immédiat des mercenaires de la Dyncorp et des militaires nord-américains de la base de Manta.
3. De nous déclarer en mobilisation permanente contre la ZLEA.
4. De déclarer toutes les organisations présentes lors de cette première convention membres du comité permanent contre la ZLEA
5. De refuser le secret dans lequel sont menées les discussions sur la ZLEA et d'exiger du gouvernement que le peuple soit consulté sur les décisions.
6. De travailler à l'élaboration d'une consultation sur la ZLEA après la réunion de ministres qui aura lieu à Quito.
7. D'organiser les journées de résistance et de refus contre la ZLEA, le paiement de la dette extérieure et la militarisation.
8. De favoriser la formation de comités provinciaux contre la ZLEA.
9. De provoquer un soulèvement national contre la réunion des ministres à Quito en octobre et novembre.
10. D'organiser des actions préalables de mobilisation pour la préparation du soulèvement national (festivals artistiques, et autres formes de diffusion et convocation).

11. De faire un appel à tous les secteurs de la société civile afin d'intégrer la campagne contre la ZLEA.

12. De manifester notre solidarité envers Cuba et le Venezuela.

Pour une autre intégration, pour une vie digne et pour la paix dans la dignité, pour la souveraineté, pour une économie solidaire, pour un environnement sain, pour la souveraineté culturelle, pour une Amérique Nouvelle et Rebelle, nous invitons toutes les organisations nationales et internationales à rejoindre la campagne continentale contre la ZLEA et nous convoquons tous les frères et sœurs du continent aux journées de lutte et de résistance en octobre et novembre.

La ZLEA ne passera pas
Non au Plan Colombie, Non à la ZLEA
Oui à la vie.

B - ZLEA : La souveraineté ne se négocie pas !

Par Frei Betto

Ce titre est la devise du «8ème Cri des Exclus » que les pastorales sociales de la CNBB (Conférence Nationale des Evêques Brésiliens) ont mis en avant pour le 7 septembre prochain, en accord avec les mouvements sociaux. Cette date marquera aussi la clôture du Plébiscite National sur la ZLEA (Zone de Libre Echange des Amériques), pendant la Semaine de la Patrie. Comme pour le Plébiscite sur la Dette Extérieure, lancé par la CNBB en l'an 2000, les Brésiliens seront convoqués cette année à se déclarer pour ou contre l'entrée du Brésil dans la ZLEA.

Des 500 grandes entreprises qui possèdent 73% du PIB mondial, 85% ont leur siège aux Etats-Unis, qui abritent seulement 4% de la population mondiale et contrôlent 22% des richesses de la planète. Comme disait Bill Clinton : « si nous voulons maintenir cette part de richesse, nous devons vendre aux 96% de la population restants ». Malgré cela, ce pays doit faire face à un déficit commercial chronique, qui a atteint la somme de 2,1 milliards de dollars entre 1985 et 1999.

Aussi, la ZLEA apparaît-elle comme la planche, non pas de salut, mais au moins de soulagement. Les relations commerciales des EU avec l'Amérique Latine sont encore négligeables. D'après Kjeld Jakobsen (Théorie et Débat 50/2002), secrétaire des relations internationales de la CUT (Centrale Unique des



attac

Travailleurs), en 1990 à peine 3,6% du total des exportations des EU étaient destinés à notre continent, dont presque la moitié aux pays faisant partie du MERCOSUR. Le Brésil représente à peine 1% du total du commerce extérieur des EU.

Peut-être que la réussite la plus connue du Sommet des Amériques (Cumbre de las Américas) - a déclaré Colin Powell, secrétaire d'Etat des EU, après la réunion de Québec (en avril 2001) -, est le lancement des négociations pour la ZLEA. Nous pourrions vendre des marchandises, de la technologie et des services américains, sans obstacles ni restrictions, dans un marché unique de plus de 800 millions de personnes, avec un revenu total supérieur à 11 milliards de dollars, et qui s'étend de l'Arctique au Cap Horn (FSP, 22/04/01).

Que gagne le Brésil avec la ZLEA ?

Un bon thermomètre pour savoir si la ZLEA serait positive ou non pour le Brésil c'est l'ALENA qui depuis 1994 réunit le Canada, les Etats-Unis et le Mexique. Les deux pays voisins de l'oncle Sam ont fini par dépendre de lui pour plus de 80% de leurs exportations ; le Brésil pour sa part, le fait de posséder des relations commerciales géographiquement diversifiées, lui permet d'avoir une plus grande marge de manœuvre.

Selon Jakobsen, dans les premières sept années de l'ALENA, 800 000 postes de travail ont été supprimés aux EU parce que beaucoup d'entreprises ont déménagé au Mexique à la recherche d'une main d'œuvre meilleur marché. Les chômeurs, aspirés par le secteur des services ont vu leurs salaires diminuer de 77% par rapport à ce qu'ils étaient dans l'industrie. Au Mexique, le salaire horaire moyen a diminué de 2,10 dollars en 1994 à 1,90 dollars en 1999.

Henry Kissinger a estimé que les relations Mexique-EU doivent servir de modèle pour les négociations avec les autres pays latino-américains. En d'autres mots, la ZLEA signifie la mexicanisation de l'Amérique Latine, la fin du MERCOSUR et par conséquent de notre intégration avec les pays voisins. Tout indique que, si on l'approuve, la ZLEA signifiera l'annexion de l'Amérique Latine à l'empire de l'oncle Sam.

Qui au Brésil gagnerait ou perdrait avec la ZLEA ?

D'après la CUT, les secteurs perdants seraient les secteurs des machines, des équipements, de l'électronique, de la chimie, du meuble, du papier, des finances et des assurances. Les petites et moyennes entreprises brésiliennes perdraient aussi, puisqu'elles exportent seulement 2% de leur production, tandis que les entreprises analogues américaines en exportent 50%. En revanche, seraient gagnants les secteurs de la sidérurgie, de l'alcool, des jus, des textiles, des chaussures et le commerce des produits agricoles, qui vendent déjà aux EU. Mais ils ne seraient avantagés que si les règles antidumping des EU étaient éliminées, permettant ainsi l'accroissement de nos exportations.

L'actuelle politique de flexibilisation des lois du travail, adoptées par le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, FHC, fait partie des accords avec le FMI, celui-ci a conditionné la rénovation de ses contrats avec le Brésil à l'adhésion sans restriction de notre pays à la ZLEA. Si elle était approuvée, le capital spéculatif aurait pleine liberté pour chercher la meilleure rentabilité dans n'importe quel pays du continent, en augmentant notre pauvreté, en rendant inutile notre industrie et en expropriant nos richesses. En éliminant le contrôle sur les mouvements de capitaux étrangers et en concédant des exonérations d'impôt aux investissements de ceux qui résident à l'extérieur du pays, le Brésil prépare d'ores et déjà la voie de la soumission aux intérêts de Washington.

Comment rivaliser avec une nation qui, en 2000, a atteint un PIB de 9,9 milliards de dollars ?

La même année, le PIB du Brésil a atteint les 593 000 millions de dollars. Les accords actuels de la ZLEA prévoient l'élimination des droits de douane, mais ils ne disent rien sur l'interdiction de créer des barrières non douanières, comme les EU ont l'habitude d'en adopter pour assurer leur protectionnisme. Ils promettent également d'améliorer la protection de l'environnement, mais ils n'établissent pas de mécanismes pour éviter qu'une entreprise soit responsable judiciairement des normes de défense de l'environnement, sous le prétexte qu'elles heurtent leurs espoirs de bénéfice.

De même, la création de la ZLEA va intensifier la marchandisation de la nature, en soumettant les écosystèmes et la bio diversité aux lois du marché et aux intérêts transnationaux.



attac

La ZLEA menace la souveraineté des pays du continent. Si elle se concrétisait, les affaires judiciaires seraient plaidées devant des tribunaux internationaux qui, comme les institutions multilatérales, seraient soumis aux pressions des entreprises transnationales. Il suffit de constater l'attitude de ces dernières, à travers l'OMC, quand elles ont fait pression sur le Brésil et l'Afrique du Sud pour que ces pays arrêtent la fabrication des médicaments génériques bon marché, même ceux qui étaient destinés à combattre le SIDA. Entre les vies humaines et les profits, les transnationales penchent toujours du même côté.

Si elle est approuvée lors du 4ème Sommet des Amériques, prévu en avril 2003, à Buenos Aires, et renforcée à partir de 2005, la ZLEA donnera le feu vert pour installer des industries sans prendre en compte l'environnement, pour industrialiser l'agriculture multipliant ainsi le nombre de familles sans terre, pour restreindre l'activité syndicale via la non reconnaissance du droit d'organisation et de négociation collective. Les produits agricoles des EU entreront sur le marché latino-américain dans des conditions de concurrence déloyale ; la terre des peuples indigènes sera encore plus envahie, et ses richesses naturelles pillées; l'éducation privatisée signifiera aussi une difficulté plus grande pour l'accès à la scolarité de la majorité de la population, les services de santé agiront selon la logique du marché.

Au-dessus de tout, les intérêts des EU

Selon Samuel Pinheiro Guimaraes (Carta Mayor, 6/3/02), il devient impensable de défendre la ZLEA après que le Congrès des EU ait approuvé le TPA (Trade Promotion Authority - Autorisation pour la Promotion Commerciale), ou fast track (voie rapide), qui permet au président Bush de négocier sans consulter le parlement, en plus d'empêcher des modifications dans la législation commerciale du pays, d'exclure une liste de produits agricoles des négociations, de maintenir les subventions à l'agriculture et de considérer la politique de change des pays exportateurs comme préjudiciable à l'économie des EU.

Le TPA est si clairement impérialiste que le ministre de l'Agriculture, Pratini de Moraes, l'a critiqué : "C'est le signe que les EU ne veulent pas négocier" a-t-il dit. "Et, s'ils ne veulent pas ouvrir le marché, nous n'allons pas ouvrir le nôtre" (Folha de Sao Paulo, 13/12/01).

La Maison Blanche a été très claire en ce qui concerne la ZLEA : elle prétend ne négocier que

les sujets qui intéressent les EU. Cela signifie que resteront en dehors des négociations les sujets que le gouvernement brésilien considère essentiels pour que la ZLEA soit acceptable pour le Brésil, tels que la révision de l'arbitraire législation antidumping et anti subventions des EU, qui affecte les produits brésiliens concurrentiels comme l'acier, et l'élimination des subventions américaines à l'exportation des produits agricoles.

L'ambassadeur Samuel Pinheiro Guimaraes observe que les normes qui régiraient la ZLEA devraient être compatibles avec celles de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce), ce qui ne les empêche pas de favoriser la libéralisation générale du commerce des biens et services et les mouvements de capitaux, sans traitement préférentiel pour les entreprises des pays en voie de développement. Par conséquent, la ZLEA serait encore plus favorable aux intérêts des méga-entreprises transnationales, dont les sièges et centres de décision se trouvent physiquement, ainsi que leurs actionnaires, aux Etats-Unis.

Le gouvernement brésilien serait naïf de supposer, que dans le cadre de la ZLEA, il obtiendrait des EU plus de concessions que ce que le Canada ou le Mexique ont obtenu avec l'ALENA. Les difficultés pour pénétrer sur le marché américain seront les mêmes, tout comme la concurrence déséquilibrée face à l'offensive des EU qui implanteraient dans notre pays des entreprises de production de biens et de services. De même la ZLEA enterrerait une fois pour toutes la possibilité pour le Brésil d'avoir une politique souveraine de développement et d'obtenir un excédent commercial.

Plébiscite sur la ZLEA

Dire NON ! à la ZLEA c'est empêcher que les pays du continent perdent le peu qui leur reste de souveraineté. Nous sommes actuellement 224 millions d'habitants, dont 90 millions vivent en dessous du seuil de pauvreté, c'est à dire avec un revenu mensuel équivalent à moins de 30 dollars américains. En transformant l'Amérique Latine et les Caraïbes en une simple annexe des Etats Unis, tous nos pays seront encore plus soumis aux ingérences de la Maison Blanche, renforçant ainsi la dépendance économique, politique, culturelle, technologique et même monétaire.

Organisez vous aussi un Comité Populaire de la Campagne Nationale contre la ZLEA dans votre



attac

quartier, lieu de travail, syndicat, mouvement social ou à votre école, église ou communauté. Et maintenez le contact avec la Campagne Nationale.

Service d'information « Alai-amlatina »
Agence latino-américaine d'information
Info@alai.ecuanex.net.ec URL :
<http://alainet.org>

Contact pour cet article. Rédaction Correo Informativo informativo@attac.org

Exporter Enron

Par Mark Engler et Nadia Martinez
Traduction : François Tharaud.
coordinatrad@attac.org traducteurs bénévoles (*)

On sait quel mal Enron a fait à l'économie américaine. Alors pourquoi cette entreprise est-elle encore habilitée à recevoir l'argent des contribuables américains ? Au lieu de s'embourber dans la faillite, Enron poursuit ses activités internationales. Et, croyez-le ou pas, cette entreprise discréditée, au cœur d'un scandale sans précédent, continue à demander que ses opérations internationales reçoivent un financement public.

Le traitement médiatique de l'effondrement d'Enron a conduit bien des gens à croire que l'entreprise était pour ainsi dire défunte. Il n'en est rien. La décision qu'a prise Enron de demander à être placée sous le régime de protection du chapitre XI de la loi sur les faillites l'a amenée à perdre ses opérations de commerce d'énergie en Amérique et l'a forcée à vendre certains de ses actifs. Mais un grand nombre de ses filiales à l'étranger restent intactes. Alors même qu'aux États-Unis Enron est attaquée en justice par ses actionnaires et fait l'objet d'une enquête du Congrès, elle prévoit de sortir de la faillite en position d'offreur global de services énergétiques.

Enron continue de manipuler les marchés de l'énergie dans le monde entier à l'aide de nombreux consortiums et filiales. Ses actifs actuels dans la seule Amérique latine comprennent des investissements dans des compagnies de gaz et d'électricité au Brésil et au Venezuela, des pipelines en Colombie et en Bolivie, et des centrales électriques à Panama, au Guatemala et à Porto Rico. Dans bon nombre de ces pays, des représentants de l'entreprise ont garanti que les problèmes que connaît Enron aux États-Unis n'affecteront pas ses opérations locales.

Enron a construit son empire global avec l'aide de sommes considérables fournies par les contribuables américains. Un rapport récent de l'Institute for Policy Studies de Washington, D.C., montre que depuis 1992, les projets liés à Enron ont reçu plus de 4 milliards de dollars de subsides du gouvernement des États-Unis. D'autres sources publiques telles que la Banque mondiale et la Banque européenne d'investissement ont versé 3 milliards supplémentaires.

On est forcé de reconnaître que 7 milliards de dollars représentent une somme considérable. Pourtant Enron en veut encore plus. La Banque de développement inter-américain (IDB), organisme à financement public, envisage un prêt de 125 millions de dollars pour l'extension d'un oléoduc bolivien qu'Enron veut réaliser par l'intermédiaire du groupe Transredes. Tout comme Shell Bolivie, l'autre actionnaire majeur de ce consortium, Enron vise à faire des profits en Bolivie en utilisant des fonds publics pour poursuivre ses pratiques répréhensibles.

À l'étranger comme aux États-Unis, cela fait bien longtemps qu'Enron fait pression pour la dérégulation et tente de se soustraire à toute surveillance. Le gouvernement bolivien a récemment lancé une enquête sur d'éventuels vices de forme dans le processus par lequel Enron a obtenu l'accès aux marchés énergétiques du pays. Des organisations écologistes et de défense des droits humains telles que l'Organisation des communautés ethniques de Santa Cruz (Bolivie) signalent que l'extension de l'oléoduc Transredes couperait à travers des sections toujours plus importantes de régions écologiquement sensibles, ainsi que les terres protégées des peuples indigènes de Bolivie. Ces organisations rappellent le désastre qu'avait constitué la rupture de l'oléoduc de la même compagnie à Sica Sica-Arica, déversant des milliers de barils de pétrole brut raffiné dans la rivière Desaguadero avant que les responsables ne commencent les réparations.

Pourquoi les États-Unis persistent-ils à financer de si sombres affaires ? Au nom du " libre échange ", des organisations à financement gouvernemental comme l'IDB et la Banque mondiale ont passé plus de deux décennies à promouvoir la privatisation des secteurs énergétiques. Depuis le gouvernement Reagan, elles ont forcé les pays demandeurs d'aide à mettre en œuvre de strictes mesures " d'ajustement structurel " et à déréguler leur économie. Simultanément, les entreprises



attac

transnationales mettent les gouvernements pauvres en concurrence les uns avec les autres pour attirer les investissements étrangers dont ils ont tant besoin.

En conséquence, les services publics se retrouvent de plus en plus souvent entre les mains d'entreprises privées comme Enron, qui mènent leurs affaires sans aucune responsabilité vis-à-vis du public. Les gens ordinaires sont les premiers touchés lorsque ces entreprises limitent l'offre et augmentent les prix, semant la misère parmi ceux qui n'ont pas les moyens de payer pour des services jusqu'alors publics comme l'électricité, l'eau et les soins médicaux. C'est également une source de conflits sociaux. La flambée des prix imposée par Enron a entraîné des " black-outs " qui ont fini par provoquer des émeutes au Guatemala et en République dominicaine, entre autre pays.

Les membres du Congrès vont avoir l'occasion d'arrêter l'afflux de fonds gouvernementaux vers Enron lorsque l'IDB et autres financiers publics se présenteront pour le renouvellement des autorisations. Avant d'approuver de nouveaux fonds pour ces banques, les législateurs pourront insister sur l'interdiction des prêts destinés à des projets liés à Enron. Cela mettrait un terme aux pratiques destructrices et irresponsables comme l'extension de l'oléoduc bolivien.

Ce type d'interdiction des subsides publics pour les exploits internationaux d'Enron constituerait un bon premier pas, mais il faudra aller plus loin si l'on veut réellement prévenir les abus de ce genre. Les règles qui gouvernent les échanges et les investissements mondiaux doivent être modifiées et mises au service de l'intérêt public. Il nous faut rejeter les politiques de privatisation et de dérégulation promues par les institutions financières comme l'IDB et la Banque mondiale, politiques qui encouragent la corruption sur le modèle Enron et aggravent les injustices. Et il nous faut montrer la même indignation lorsque nos entreprises commettent des délits à l'étranger que lorsque le scandale est national.

Contact pour cet article Nadia Martinez est chercheuse au Sustainable Energy and Economy Network (Réseau pour l'énergie et l'économie durable) à Washington, D.C. (www.seen.org). Mark Engler (engler@eudoramail.com), écrivain basé à Brooklyn, a travaillé avec l'Arias Foundation for Peace and Human Progress (Fondation Arias pour la paix et le progrès humain) à San José au Costa Rica, ainsi que

dans le cadre du programme Public Intellectuals à la Florida Atlantic University.

France - José Bové en prison

DES COMMUNIQUES DE PRESSE

A- José Bové en prison dès le lendemain des législatives: une provocation contre le droit syndical

Par La Confédération paysanne

Au lendemain des élections législatives, la première décision politique du gouvernement est une provocation révoltante : José Bové devra se rendre mercredi matin à la prison de Villeneuve-Maguelone (Montpellier) afin d'y purger plusieurs semaines de prison.

En frappant d'entrée une figure symbolique du mouvement social, avant même la réunion de la nouvelle chambre des députés, le gouvernement signifie son ambition d'attenter aux libertés syndicales et de stopper la contestation de l'ordre marchand.

Trois faits aggravent davantage la portée de cette décision :

- 3 ans après l'action " incriminée " (le démontage du chantier du Mac Do de Millau), le conflit qui la motivait entre l'Union européenne et les Etats-Unis sur l'importation en Europe de viande de bœuf hormonée n'est toujours pas réglé. Plusieurs produits européens sont toujours surtaxés pour l'exportation aux USA, dont le roquefort, et un recours face à l'OMC n'est toujours pas possible pour les paysans concernés.

- Les importateurs et fabricants de farines animales, responsables de la contamination des troupeaux bovins par l'ESB, n'ont jamais été poursuivis, malgré une plainte déposée par la Confédération paysanne dès 1996.

- Des adhérents de la FNSEA ont, le 15 octobre 2001, saccagé une entreprise et des entrepôts frigorifiques à Fougères (35), occasionnant plus de 10 millions de francs de dégâts. Et voilà que le gouvernement vient de décider que c'est l'Etat qui paiera la facture, personne n'étant poursuivi dans cette affaire.

De la part de cet Etat, dont certains des plus hauts représentants sont notoirement corrompus, non seulement il n'y a pas d' " impunité zéro ", mais il y a surtout une justice ouvertement conduite à 2 vitesses.

La Confédération paysanne appelle tous les citoyennes et citoyens, conscients des menaces



attac

signifiées à l'encontre du droit syndical et des libertés publiques, à faire face à l'insécurité que veulent faire régner les nouveaux gouvernants et à se mobiliser pour réclamer la libération de José Bové.

Bagnolet, le 17 juin 2002

B- Premier coup bas du gouvernement de la France " d'en bas "

Par ATTAC France

Attac exprime sa solidarité avec José Bové

La première mesure emblématique du gouvernement Raffarin 2, présenté comme d' " ouverture ", est une incarcération : celle de José Bové. Le militant de la Confédération paysanne doit se présenter mercredi 19 juin à la prison de Villeneuve-les-Maguelonne pour purger une peine de plusieurs semaines de prison ferme.

On notera que le gouvernement aura seulement attendu quelques heures après les résultats du second tour des législatives pour prendre cette mesure, voulant absolument éviter qu'elle soit annulée par une loi d'amnistie dont le projet doit être déposé prochainement à l'Assemblée nationale. Cette précipitation en dit long par avance sur la réalité du " dialogue social " avec les organisations syndicales, dont M. Raffarin se prétend le champion.

Quel est le crime qui a valu à José Bové cette sanction ? Avoir participé au démontage du chantier d'un MacDonald's à Millau en août 1999, en guise de protestation symbolique contre la décision du gouvernement américain, cautionnée par l'OMC, de surtaxer un grand nombre de produits européens (dont le fromage de Roquefort) pour un montant annuel de 117 millions de dollars. Et cela en guise de représailles contre le refus de l'UE d'importer de la viande hormonée. Cette mesure a entraîné un considérable préjudice pour de nombreux producteurs et leurs familles. Cette violence-là, le gouvernement n'en a cure.

Attac exprime son indignation face à cette décision d'un gouvernement qui se prétend de la France " d'en bas ", mais qui apparaît déjà comme celui du coup bas. L'association assure José Bové, qu'elle vient d'élire membre fondateur, de sa totale et affectueuse solidarité. Elle exige l'annulation de la mesure qui le frappe et se battra pour sa libération s'il est incarcéré. A cette fin, et avec ses comités locaux, elle

participera à toutes les actions unitaires qui vont se mettre en place à bref délai.

Paris, 18 juin 2002

DES ACTIONS

A- Appel à mobilisation

La Confédération paysanne appelle tous les citoyennes et citoyens, conscients des menaces signifiées à l'encontre du droit syndical et des libertés publiques, à faire face à l'insécurité que veulent faire régner les nouveaux gouvernants et à se mobiliser pour réclamer la libération de José Bové.

Un camp a été établie devant la prison de Villeneuve-les-Maguelone (Montpellier) pendant toute la durée de l' embastillement de José Bové. Un mobilehome et des toiles de tente on été installer. Nous vous attendons avec votre famille ou avec des amis pour y passer 24 heures ou 48 heures ou plus

Nous avons besoin de vous

Afin de réglé au mieux l'organisation et qui il est du monde en permanence nous vous demandons de vous inscrire à la confédération paysanne national "tel" 01 43 62 04 04

B- Affirmer une solidarité continue

Toutes celles et ceux qui souhaitent exprimer leur solidarité à José Bové peuvent lui écrire à : José Bové - Maison d'arrêt - n° d'écrou : 20671 U - Avenue du Moulin de la Jasse - F-34750 Villeneuve les Maguelonne

C- Un calendrier d'actions pour toutes et tous

Dans ce cadre général, le calendrier d'action arrêté est le suivant:

Le 26 juin : une manifestation à Paris. Cette date est préférée au 29, cette date étant celle de la gay pride. La manifestation ira de Bourse à la Place Vendôme en passant par Opéra. L'idée est de la mettre en scène à partir de port de menottes (a chacun sa paire!)

Le 29 juin : manifestation nationale décentralisée: dans la foulée des rassemblements spontanés qui ont eu lieu devant les préfectures, les prisons et Palais de justice, faire en sorte que la journée du 29 prenne une réelle dimension nationale.



attac

Le 6 juillet : une perspective de concert dans la région de Montpellier est à l'étude par les copains de la région; si cette possibilité se vérifiait elle permettrait un "rebond" national important compte tenu de la période estivale.

D- Plus d'informations. Site de la Confédération paysanne <http://www.confederationpaysanne.fr>

Russie – Syndicats des travailleurs du rail.

Par David Mandel, Carine Clément, Denis Paillard

Étant donnée l'ampleur du territoire russe, les chemins de fer représentent économiquement et socialement une branche stratégique pour les échanges de marchandises et les communications entre régions. Ils sont gérés par le Ministère des transports et communications (MPS) et sont pour le moment propriété d'État. Plus de deux millions de personnes sont employées dans la branche. Le salaire moyen des travailleurs de la branche tourne autour de 3545 roubles (130 Euros) pour les transporteurs et 2640 roubles (100 Euros) pour les constructeurs. Il s'agit d'un salaire à peu près équivalent au salaire moyen de tous les salariés. Cependant, les travailleurs du rail, autrefois parmi les mieux payés des salariés de l'industrie, ont quitté les premières places de la hiérarchie des salaires (ils sont passés de la 5e à la 15e place), ce que beaucoup ressentent comme une perte de prestige et ce qui explique le départ de nombre de salariés parmi les plus qualifiés. Près du tiers des salariés du rail ont quitté la branche ces dernières années, ce qui provoque un déficit de main d'œuvre et une intensification du travail. De plus, le Ministère des transports prévoit de nouveaux dégraissages : dans le cadre de son programme de restructuration des chemins de fer, le licenciement de 35 % du personnel est annoncé. Or cette réduction des effectifs se produit dans des conditions où la moyenne des heures supplémentaires effectuées par chaque salarié dépasse les 220 heures par an (alors que la loi limite les heures complémentaires à 120 heures).

La branche semble également être un terrain privilégié de corruption et d'enrichissement personnel des fonctionnaires gérant son fonctionnement. L'ex-ministre des transports, S. Aksionenko, a ainsi été l'objet d'une accusation de détournement de fonds et a été contraint à la démission. L'actuel Ministre (et patron) des chemins de fer est G. Fadeev. La corruption s'opère par le biais des firmes privées effectuant

des travaux pour les chemins de fer et appartenant directement ou indirectement à des hauts fonctionnaires. Elle passe également par les pots-de-vin que peuvent offrir les grandes compagnies afin d'obtenir des tarifs préférentiels pour le transport de leurs marchandises.

Au total, la branche est bénéficiaire, surtout grâce aux revenus du transport de marchandises. Mais le Ministère estime que les profits ne sont pas suffisants pour subvenir aux besoins de la branche en termes de construction de voies, de maintenance et de renouvellement du parc. Aussi, le prix des billets de train ne cesse d'augmenter depuis deux ans (augmentation de plus de 50 % depuis janvier 2001). Et, surtout, le gouvernement a lancé un projet de "réforme structurelle des transports ferroviaires" (décision gouvernementale du 18.05.2001), prévoyant le transfert de la gestion des chemins de fer à une société par actions "Chemins de fer de Russie" (RJD), le Ministère ne conservant que des fonctions de contrôle. Dans une seconde étape, la société RJD devrait être divisée en plusieurs sociétés par actions, 100 % des actions restant à l'État. Enfin, dans une dernière étape, à l'horizon 2005, ces sociétés devraient être privatisées au moins partiellement. Il est à noter que, selon la dernière version de la loi sur les privatisations, cette réforme est du ressort exclusif du gouvernement, la Douma étant écartée du dossier.

Les syndicats réagissent de manière différente à ce projet. Les syndicats alternatifs (Syndicat des cheminots et mécaniciens du rail – RPLBG, Conférence des syndicats libres du rail "Oktiabrskaja", Syndicat inter-régional du rail) font campagne contre et avancent une conception alternative de la réforme. Les syndicats de la FNPR (Syndicat des travailleurs du rail et de la construction ferroviaire – Rosprofgel) se déclarent favorables à la réforme initiée par le gouvernement, tout en invitant à un minimum de prudence et de modération dans le rythme des restructurations.

Déclaration des syndicats alternatifs concernant le projet de restructuration des chemins de fer (adoptée lors de la conférence internationale des salariés du rail contre la privatisation, à Saint-Petersbourg, les 3-4 septembre 2001), extraits :

"Derrière l'objectif affiché de restructuration des chemins de fer se cache en fait une privatisation rampante du rail. L'expérience internationale et russe en matière de privatisation des transports met en évidence son caractère meurtrier et



attac

socialement injuste. La privatisation conduit à la hausse des tarifs, à la désorganisation du réseau, au vieillissement du matériel, à l'augmentation du nombre d'accidents, à un désastre social pour les salariés (chômage, dégradation des conditions de travail) et les usagers (inégalités des tarifs et des services dans les différentes régions, risques d'accident), à l'accaparement par les propriétaires privés (c'est-à-dire par les fonctionnaires d'État devenus actionnaires) des dotations et des infrastructures d'État. Nous appelons à la lutte de tous les travailleurs du rail pour arrêter le processus de privatisation. Nous exigeons l'arrêt immédiat des privatisations rampantes, la garantie effective d'un contrôle démocratique sur le budget des chemins de fer, le renforcement des dotations d'État aux lignes déficitaires et au renouvellement des équipements, la recentralisation du système des transports ferroviaires, le maintien des tarifs préférentiels pour les catégories de la population les plus démunies, l'organisation d'un vaste débat public sur le projet de réforme, avec la présence de tous les syndicats."

Position du syndicat FNPR (Rosprofgel) concernant le projet de restructuration des chemins de fer :

Extrait du discours du président Anatoli Vassiliev au Congrès du syndicat d'avril 2002 :

"La vie elle-même a démontré le bien-fondé de la position du syndicat sur le caractère inadmissible de la conduite forcée des réformes du transport ferroviaire, la nécessité de mener les réformes dans un délai plus réaliste, c'est-à-dire au rythme de la préparation des lois nécessaires et de la réalisation des travaux techniques et organisationnels préalables".

Réponse d'A. Vassiliev à une question posée par un délégué au Congrès concernant son point de vue sur la privatisation des chemins de fer :

"En restant une institution d'État, nous (les transports ferroviaires) entrons de plus en plus en contradiction avec l'économie de marché de notre pays. Et ce n'est pas le seul Ministère des transports qui va changer le cours économique du pays. C'est donc à nous de nous transformer. La direction du syndicat reconnaît la nécessité de la réforme, mais se déclare pour le maintien du caractère étatique de la branche et de la verticale du management, en conformité avec toute l'histoire des transports ferroviaires de Russie."

Extrait du Messenger syndical n° 18.
Contact pour cet article. Groupe de travail d'ATTAC France sur l'Europe de l'Est et Centrale groupe-est@attac.org

Etats-Unis - Quand le syndicalisme mise sur le long terme en s'appuyant sur la base

Par Paul Bouchard. Syndicat IUE-CWA Local 201 Traduction. Julien Jammart. Traducteurs bénévoles cooditrad@attac.org (*)

Un syndicat minoritaire trouve le moyen de gagner du terrain

General Electric (GE) possède un département entier dont le but est de maintenir les syndicats hors de ses usines. Les efforts de ce département " Entretien du vide syndical " ont porté leurs fruits. La dernière victoire syndicale au sein d'une usine GE à Murfreesboro, dans le Tennessee, date du milieu des années 1980.

En revenant à une vieille stratégie d'organisation du syndicat, l'IUE-CWA tente d'ébranler la forteresse GE. Les syndicats, y compris le Syndicat international des travailleurs de l'industrie électrique (IUE), qui représente 16.000 ouvriers de GE, ont pour coutume d'essayer de syndiquer les usines GE une par une, en faisant embaucher des organisateurs porteurs d'une campagne de long terme. Quand l'appui ouvrier ainsi récolté ne permettait pas d'atteindre la majorité, les ressources syndicales, y compris les organisateurs, étaient mutées. Cela rendait souvent les sympathisants du syndicat amers, troublés et accentuait le portait du syndicat dressé par l'entreprise : celui d'un tiers extérieur.

L'IUE a fusionné avec Communications Workers (CWA) en 2000, et cette fusion s'est accompagnée d'une maturation de différentes stratégies d'organisation. CWA menait deux efforts d'organisation non conventionnelle, " Washtech " et l'" Alliance@IBM ", tous deux des organisations de membres plutôt que de traditionnels syndicats. Leur but est d'améliorer les conditions de travail en changeant le comportement des dirigeants sans passer par un accord de négociation collective.

LA STRATEGIE ORIGINELLE

Bien qu'on en parle souvent comme d'une " nouvelle " stratégie, il s'agit bien en réalité de la stratégie originelle du syndicalisme. Avant le vote des lois sur le travail, la seule source de



attac

pouvoir et de protection des travailleurs était de trouver des façons innovantes pour mettre en oeuvre des occupations collectives de locaux comme moyen de pression sur la direction.

L'IUE-CWA a adapté la stratégie d'organisation de ses membres du fait de l'organisation anti-syndicats de GE. Les comités WAGE (Working At GE) ont commencé à bâtir un syndicat sur deux implantations GE : Johnson Technologies à Muskegon, dans le Michigan, et sur le site de l'Aircraft Engine and Global Nuclear Fuel à Wilmington, en Caroline du Nord.

À ces deux endroits, des comités WAGE ont été bâtis sur les fondations laissées par l'échec des tentatives classiques de syndicalisation. À Johnson Technologies, les activités de WAGE ont commencé presque immédiatement après que l'IUE-CWA y a perdu une élection de représentants. À Wilmington, les militants qui avaient été au centre d'une campagne interrompue en 1997 sont devenus le noyau d'un comité WAGE formé en avril 2002.

Les comités WAGE se veulent largement auto-dirigés, avec des travailleurs pouvant compter sur leur propre expérience pour trouver les moyens de faire changer le comportement de leur employeur. Le rôle du syndicat est de faciliter les activités du comité et de lui fournir formation et ressources, plutôt que de lui imposer une ligne de conduite dans son travail.

C'est un grand pas pour les membres d'un ancien comité local d'organisation, accoutumés au travail sous la direction d'un organisateur syndical présent sur leur site à plein temps. Au départ, les travailleurs se montrent troublés et sceptiques (à juste titre) sur le besoin d'une approche différente. Beaucoup de temps doit être consacré pour les convaincre, surtout du fait que cette approche requerra de leur part une énergie et une implication accrues.

À la question de savoir combien de temps l'IUE-CWA poursuivra les stratégies Washtech, Alliance et WAGE, son vice-président Larry Cohen répond : " Aussi longtemps que cela sera nécessaire. " Cette réponse a été rapportée aux travailleurs de Wilmington comme le signe que l'IUE-CWA ne se retirera pas même si le soutien à sa campagne ne se manifeste pas rapidement lors des prochaines élections de représentants. Malheureusement, l'interprétation que les travailleurs ont d'abord accordée à cette déclaration est que l'IUE-CWA n'était pas intéressé par une élection et qu'ils auraient à cautionner une sorte de syndicat de seconde

classe. L'intention était à l'opposé : le but, avec WAGE, n'est pas d'être présent aux élections, mais bien de les gagner.

Pour être réaliste, il est peu probable de gagner une élection rapidement à GE, encore moins à Wilmington, qui subit des licenciements dus à un ralentissement de l'économie et est situé dans une région hostile aux syndicats (la Caroline du Nord est, bien sûr, un État qui "travaille droit").

UN COMITE HYBRIDE

Un comité WAGE est un hybride entre un comité d'organisation et un syndicat local (à condition que le syndicat local privilégie les initiatives des membres plutôt que la bureaucratie descendante).

Les activités du comité se veulent le moteur du soutien au syndicat en montrant qu'il est possible d'améliorer les conditions de travail au moyen d'actions collectives de la base. Pendant que le comité travaille à l'amélioration des choses, les travailleurs font l'expérience en première main de ce qu'est un syndicat dans sa meilleure forme, tâtant concrètement de l'action syndicale.

Les travailleurs ont le choix de joindre WAGE comme membres ou comme soutiens. Les membres cotisent 10 dollars par mois, deviennent membres de l'IUE-CWA avec la possibilité de voter, et peuvent bénéficier de nombreux avantages. Les cotisations retournent au comité et servent à financer son fonctionnement. Membres et soutiens participent aux activités du comité.

À Wilmington, par exemple, la réunion du comité WAGE d'avril a concentré son attention sur l'approche punitive de GE sur les questions de la santé et de la sécurité. Les travailleurs étaient invariablement considérés comme étant responsables des accidents ayant causé des blessures et devaient subir une " session de coaching " (une séance de discipline) pour en avoir fait état. Les membres ont aussi discuté de la difficulté de se procurer les fiches de données sur la sécurité du matériel (MSDS), requises par la loi, et des problèmes avec les procédures de manipulation de matériaux dangereux.

Aux environs de la réunion WAGE suivante, la direction a rendu l'information MSDS accessible à partir d'ordinateurs situés dans l'atelier. Les superviseurs ont aussi déclaré aux employés lors de rencontres hebdomadaires qu'ils auraient à



attac

reporter tous les accidents sans crainte d'être punis.

Ce n'est pas étonnant que GE ait réagi aussi vite pour traiter ces questions. Les travailleurs savaient que l'OSHA de Caroline du Nord était supposé conduire un audit annuel en juin. Un moyen de pression était trouvé, et il a été répondu à certaines des préoccupations des travailleurs par le seul fait de discuter du problème.

L'INTRODUCTION D'UN CONTRAT HORS-SYNDICAT

IUE-CWA et les comités WAGE locaux tentent de projeter plus loin le pouvoir des employés de la base sur des sites GE non syndiqués au moment de la négociation du prochain contrat maître, en 2003, entre GE et les 13 syndicats qui forment le Conseil de négociation coordonnée.

Selon un des axes de sa stratégie de vide syndical, GE a volontairement passé sur les avancées obtenues à la table des négociations par les employés non syndiqués. On a déclaré aux travailleurs de Wilmington, par exemple, que les licenciements tiendraient principalement compte de l'ancienneté et que la progression des salaires serait garantie pour les plus anciens dans le contrat maître. Le message est que les travailleurs seraient fous " d'acheter une vache " (payer les cotisations) alors qu'ils " ont déjà du lait " (de meilleurs salaires et des avantages), et ce gratuitement.

Puisque les travailleurs d'usines GE non syndiquées ont le même intérêt à améliorer les contrats maîtres que les travailleurs syndiqués,

l'IUE-CWA tente de solliciter activement et d'utiliser l'information réunie par les comités WAGE pour formuler des demandes dans la négociation. Le syndicat enverra aussi des membres de WAGE à la table des négociations.

Il y a beaucoup d'obstacles à surmonter. De nombreux travailleurs de GE en Caroline du Nord, comme partout aux États-Unis, sont à la fois apathiques et intimidés, et croient dur comme fer ce qu'on leur raconte à propos des syndicats. Cela leur prendra du temps de dépasser leur peur et leur immobilisme, et d'oublier les transgressions passées.

L'approche WAGE, qui sous-entend la fidélisation progressive du soutien au syndicat et l'apprentissage des travailleurs, depuis le départ, à l'action de la base, devrait parfaitement permettre de relever ce défi.

Contact pour cet article : Marsha Niemeijer marsha@labornotes.org

Publié en collaboration avec Labor Notes. Labor Notes est un magazine mensuel basé à Detroit, USA, engagé dans la réforme et la revitalisation des mouvements de travailleurs. Nous rapportons des nouvelles sur les mouvements de travailleurs que vous ne trouverez pas ailleurs. Des nouvelles sur les activités des travailleurs de base, les tactiques innovantes d'action, les luttes internationales, les travailleurs immigrés et les problèmes que certains leaders syndicaux préféreraient tenir cachés. Souscrivez et recevez Labor Notes par la poste ! Les renseignements pour souscrire à Labor Notes se trouvent sur notre site web : www.labornotes.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 25
BRITAIN : London
FRANCE: Nancy – Paris 15 – Paris 11 – Paris 12

-- Mercredi 26
AUSTRIA : Wien
BELGIQUE BELGIE : Bruxelles (Action contre l'AGCS) - Namur
FRANCE: Rochefort – Paris 19 – Paris 11 - Angers

-- Jeudi 27
FRANCE: Besançon - Lille

-- Vendredi 28
FRANCE: Laval – nancy - Colmar - Chinon



attac

(*) coordintrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.